



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

53592  
**13**  
Distr.  
LIMITÉE  
E/CN.14/CAS.8/6  
14 novembre 1973  
FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Huitième session de la Conférence  
des statisticiens africains  
Addis-Abéba, 21-30 novembre 1973

**RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS STATISTIQUES DE LA CEA  
PENDANT LA PÉRIODE 1971-1973 ET FUTUR PROGRAMME DE TRAVAIL**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION - - - - -	1 - 2
ORGANISATION ET PERSONNEL DE LA DIVISION DE LA STATISTIQUE - - - - -	3 - 13
EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DEPUIS JANVIER 1971 JUSQU'À JUIN 1973 - - - - -	14 - 19
RAPPORT SUR LES DIFFÉRENTS PROJETS	
Développement des services nationaux et multinationaux de statistique et d'information économique	
Services consultatifs en matière de statistique - -	20 - 30
Formation statistique - - - - -	31 - 39
Études méthodologiques et manuels - - - - -	40 - 64
Réunions techniques - - - - -	65 - 76
CREATION D'UN SERVICE RÉGIONAL DE RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES ET ÉCONOMIQUES	
Études statistiques - - - - -	77 - 87
Publications périodiques - - - - -	88 - 97
Traitement des données - - - - -	98 - 102
Disponibilité des statistiques africaines - - - - -	103 - 107
FUTUR PROGRAMME DE TRAVAIL	
Annexe I - Exécution du programme de travail, janvier 1971-juin 1973	
Annexe II - Tableaux synoptiques des comptes du SCN révisé établi par des pays africains	

RAPPORT SUR LES ACTIVITES STATISTIQUES DE LA CEA PENDANT  
LA PERIODE 1971-1973 ET FUTUR PROGRAMME DE TRAVAIL

INTRODUCTION

Les éléments essentiels du programme statistique de la Commission n'ont pas changé au cours de la période considérée; ils portent encore sur 1) le développement et la coordination des services africains de statistique, 2) l'établissement d'un service centralisé de statistique pour la région de l'Afrique. Au cours des dernières années, ces travaux ont englobé les aspects généraux de l'information économique. La Conférence des statisticiens africains, qui est chargée de déterminer le programme régional de statistique et d'en suivre l'exécution, joue un rôle important dans la coordination des activités pertinentes.

2. Le présent rapport rend compte de la participation du secrétariat aux travaux statistiques africains et présente des propositions concernant leur futur développement. On y traite aussi de certaines questions figurant à l'ordre du jour provisoire de la huitième session de la Conférence des statisticiens africains qui n'ont pas fait l'objet de documents distincts.

ORGANISATION ET PERSONNEL DE LA DIVISION DE LA STATISTIQUE

3. Lorsque la Conférence a tenu sa septième session, en octobre 1971, la Division de la statistique de la CEA assurait encore des services de recherche économique, en attendant la création à cet effet d'une division distincte au sein du secrétariat. Cette nouvelle division, établie en 1972, a assumé la responsabilité des projets portant, par exemple, sur l'étude annuelle des conditions économiques en Afrique et sur les rapports touchant les progrès réalisés en Afrique au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La Division de la statistique a continué d'accomplir certains travaux tendant à assurer le développement des enquêtes économiques nationales ainsi qu'une diffusion plus rapide des statistiques africaines et une meilleure utilisation de ces données au niveau régional.

4. La Division de la statistique est maintenant organisée en quatre sections : comptabilité nationale et statistiques financières, statistiques économiques générales, statistiques démographiques et sociales, information économique. Les tâches de ces différentes sections sont définies dans le document établi sous la cote E/CN.14/CAS.8/5, mais il est à noter que les activités concertées se rapportant, par exemple, aux publications régionales et à la méthodologie statistique, résultent d'une étroite collaboration entre les sections de la Division.

5. Le personnel de la Division comprend 14 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, 8 employés de secrétariat, 13 statisticiens adjoints et préposés aux calculs mécanographiques, ainsi que 9 personnes chargées du traitement des données. Les fonctionnaires de la catégorie

des administrateurs sont recrutés sur le plan international, tandis que la plupart des autres membres du personnel sont engagés sur le plan local en Ethiopie. De plus, deux conseillers régionaux, en matière de comptabilité nationale et d'études économiques respectivement, sont actuellement attachés à la Division de la statistique. Six postes de conseillers en statistique pour le Programme africain de recensements ont été placés, au début de 1973, sous la direction de l'administrateur de ce projet.

6. La répartition des postes d'administrateurs entre les sections de la Division de la statistique s'établit comme suit :

Bureau du chef de la division	1
Comptabilité nationale et statistiques financières	4 <sup>1/</sup>
Statistiques économiques générales	6 <sup>1/</sup>
Statistiques démographiques et sociales	2
Information économique	1
Total	<u>14</u>

1/ Y compris deux postes au service du traitement électronique de l'information

7. La durée des services fournis par les conseillers régionaux et les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs attachés à la Division est indiquée au tableau ci-dessous pour la période allant de janvier 1971 à juin 1973. Les chiffres correspondants portent sur le nombre de mois de travail afin de correspondre aux données sur la réalisation du programme de travail qui figurent au chapitre suivant du présent rapport.

Durée des services fournis par le personnel  
de la catégorie des administrateurs

	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>
			<u>jan.-juin</u>
	(mois de travail)		
<u>Conseillers régionaux</u>			
Comptabilité nationale :			
Mme Nguyen thi Nguyen (Vietnam)	12	12	6
Etudes économiques :			
M. D.W.R. Hill (Royaume-Uni)	12	12	6
Recensements de population :			
M. J.C.G. Blacker (Royaume-Uni)	12	12	-
M. Z. Rajakovic (Yougoslavie)	12	12	-
M. L. St. John-Jones (Royaume-Uni)	-	1	-
M. L.A. Rehlin (Suède)	-	6,5	-
M. M. de Honseler (Suisse)	-	2,5	-
M. A.K. Maitra (Inde)	- 48	0,5 58,5	- 12

10. Dans le cas des statistiques économiques générales, les chiffres font état d'une vacance pendant toute la période considérée. Il faut aussi noter que M. F. Raynal quittera le secrétariat de la CEA, fin juillet 1973, pour entrer au service de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. M. Raynal qui a été au service de la CEA pendant

plus de 12 ans, possède une connaissance remarquable du commerce africain et d'autres facteurs de développement, ce qui lui a permis de jouer un rôle très important dans le fonctionnement de la Division de la statistique.

11. L'aspect le moins satisfaisant de la situation du personnel se présente dans la section des statistiques démographiques et sociales. En dehors de l'engagement, pour une brève durée, de l'épouse d'un fonctionnaire en 1971, les deux postes disponibles dans cette section sont demeurés vacants. En ce qui concerne les 15 personnes proposées pour ces postes, il s'est révélé que certaines ne réunissaient pas les conditions voulues ou n'étaient pas disponibles tandis que d'autres n'ont pu être retenues pendant la période d'interdiction de recrutement en 1972. Lors de la rédaction du présent rapport, trois candidatures étaient à l'étude.

12. Dans la section de l'information économique, il n'y a en réalité qu'un seul poste, car le second poste indiqué au tableau ci-dessus était de caractère temporaire, ayant été occupé par un stagiaire de la catégorie des administrateurs. On examine actuellement une candidature au poste vacant.

13. Il ressort des observations ci-dessus qu'il y a cinq postes à pourvoir dans la division de la statistique de la CEA. Si les efforts entrepris pour recruter du personnel africain portent fruit, 8 des 14 postes existants seront occupés par des personnes originaires de la région. Des renseignements à jour sur la situation du personnel seront communiqués à la Conférence en novembre.

#### EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DEPUIS JANVIER 1971 JUSQU'A JUIN 1973

14. Le présent chapitre donne un aperçu des progrès accomplis dans les 30 derniers mois vers la réalisation du programme de travail statistique. Les observations faites à ce propos se fondent sur la liste annotée des projets concernés, portant indication de la durée des travaux techniques dont ils ont fait l'objet qui figure à l'annexe I du présent rapport. Les renseignements donnés dans cette annexe sont résumés au tableau suivant :

<u>Durée des travaux techniques consacrés aux projets</u>			
	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u> <u>janv.-juin</u>
<u>12.18.10 Développement des services</u> <u>nationaux et multinationaux de statis-</u> <u>tique et d'information économique</u>	(mois de travail)		
Services consultatifs en matière de statistique			
• Statistiques économiques	11,5	11,0	2,5
Recensement de population	19,0	33,5	-
Assistance pour les projets de forma- tion statistique à long terme	5,5	3,5	3,0
Etudes méthodologiques et manuels	4,0	-	1,5

	<u>1971</u>	1972	<u>1973</u> <u>janv.-juin</u>
Conférences, réunions, séminaires	(mois de travail)		
Conférence des statisticiens africains	12,0	-	4,0
Réunions techniques tenues	16,5	11,5	-
Projets ayant fait l'objet seulement de documents établis par le secrétariat	-	7,0	12,0
Total	<u>68,5</u>	<u>66,5</u>	<u>23,0</u>
<u>12.18.20 Création d'un service régional de statistique et d'information économique</u>			
Etudes statistiques	47,5	60,0	24,0
Rassemblement et diffusion d'informations	<u>65,0</u>	<u>67,5</u>	<u>22,0</u>
Total	<u>112,5</u>	<u>127,5</u>	<u>46,0</u>
Autres activités	<u>28,5</u>	<u>18,0</u>	<u>3,0</u>
Total pour l'ensemble des projets	<u>209,5</u>	<u>212,0</u>	<u>72,0</u>

15. Le tableau ci-dessus et l'Annexe I ne constituent pas un exposé complet des activités de la division de la statistique de la CEA, car ils ne tiennent pas compte des 30 agents des services généraux qui assurent la plus forte partie des travaux concernant l'exploitation des données et la présentation des publications. On y fait également abstraction de la contribution apportée par d'autres organismes aux projets statistiques de la CEA, par exemple, la collaboration de l'UNESCO au Manuel des enquêtes démographiques par sondage en Afrique et l'assistance fournie par le Bureau de statistique des Nations Unies en faveur des réunions techniques.

16. Le principal point d'intérêt du tableau ci-dessus concerne la répartition du temps de travail entre les activités destinées à favoriser le développement des services africains de statistique et la création d'un service régional d'information. Sans compter la durée des tâches occasionnelles comprises dans la rubrique "Autres activités" on constate qu'environ un tiers du temps de travail des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs a été absorbé par l'assistance technique. Cette faible proportion d'aide, par rapport aux besoins des pays africains, est imputable au fait que le secrétariat n'a pu fournir les services consultatifs supplémentaires en matière de statistique, demandés aux sessions antérieures de la Conférence, notamment dans les domaines de la comptabilité nationale, des statistiques économiques générales et du traitement de l'information.

17. Une autre considération d'ordre général, qui découle aussi des réelles restrictions financières, est celle qui se rapporte aux réunions techniques. L'année 1971 s'est déroulée normalement en ce sens que tous les projets adoptés ont été entièrement réalisés. Les chiffres indiqués au tableau pour 1972 montrent que la situation commençait alors à devenir anormale, sans entraîner toutefois de changement notable, grâce à l'existence d'autres ressources financières ayant pu être consacrées à certains projets. En 1973, le secrétariat, se trouvant dans des circonstances tout à fait différentes, a dû se borner à assurer, dans nombre de cas, l'exécution de projets sous forme de rapports techniques.

18. A partir des détails donnés dans l'Annexe I sur les projets concernés, on peut formuler les observations générales suivantes :

Assistance aux pays et territoires : pendant toute la période considérée, seuls deux conseillers régionaux en statistiques économiques ont été à la disposition de la division. Les services consultatifs portant sur les recensements de population ont pris une grande expansion. L'assistance aux centres de formation statistiques s'est poursuivie quoiqu'à une échelle réduite.

Etudes méthodologiques et manuels : des travaux ont été effectués, comme prévu, sur trois des six projets retenus. La rédaction d'un manuel n'a pu commencer et la réalisation de deux études se rapportant aux statistiques démographiques a été retardée parce que l'on n'a pas recruté de nouveau personnel dans ce domaine.

Conférences, réunions, séminaires et groupes de travail : les 15 projets énumérés sous cette rubrique comprennent deux sessions de la Conférence, deux stages de formation spéciaux en matière de recensement et une réunion technique qui n'aura lieu qu'en 1974. Sur les 10 autres réunions prévues, cinq ont été convoquées tandis qu'une autre se tiendra en novembre, trois projets de réunion ont été réalisés sous forme de rapports établis par le secrétariat et une réunion a dû, faute de personnel, être remise à plus tard.

Etudes statistiques : la liste des projets fait état de 10 études statistiques dont 8 ont été effectuées comme prévu. L'exécution de deux projets relatifs aux statistiques démographiques a été différée, toujours à cause du manque de personnel.

Rassemblement et diffusion d'informations : deux des ouvrages régulièrement publiés ont été complètement révisés. Le nouveau bulletin qui a commencé de paraître au cours de la période considérée porte à neuf le nombre total des publications assurées par la division. Tous les travaux entrepris dans ce domaine ont été achevés selon le calendrier établi.

19. La conclusion générale qui se dégage des observations ci-dessus est que le programme statistique de la CEA pour la période considérée a été en majeure partie réalisé, sauf dans quelques cas notables :

- 1) On ne disposait pas de ressources suffisantes pour les services consultatifs régionaux prévus en matière de statistiques économiques;
- 2) Certaines des réunions techniques projetées n'ont pas eu lieu faute de fonds; mais lorsque c'était possible, les projets concernés ont été exécutés sous forme de rapports établis par le secrétariat afin d'assurer la réalisation du programme selon le calendrier prévu;
- 3) Le défaut de suppléer aux postes vacants a eu pour effet de retarder les travaux relatifs aux statistiques démographiques et sociales.

## RAPPORT SUR LES DIFFERENTS PROJETS

### Développement des services nationaux et multinationaux de statistique et d'information économique

#### Services consultatifs en matière de statistique

20. Ainsi qu'il ressort des données relatives aux services consultatifs qui figurent aux tableaux des deux chapitres précédents et à l'Annexe I du présent rapport, Mme Nguyen thi Nguyen, conseiller régional en comptabilité nationale, et M. D.W.R. Hill, conseiller régional en études économiques, ont tous deux continué à travailler au service de la CEA pendant la période considérée.

21. Pour ce qui concerne les travaux se rapportant aux recensements de population, M. J.C.G. Blacker et M. Z. Rajakovic, conseillers régionaux en statistiques démographiques, ont été rejoints en 1972 par M. L.St. John-Jones, M. L.A. de Henseler (fonctionnaire détaché) et M. A.K. Maitra, spécialistes des statistiques démographiques, du traitement de l'information, de la cartographie et du sondage respectivement. Comme on l'a déjà dit, les six conseillers en matière de recensement ayant été placés au début de 1973 sous la direction de l'Administrateur du programme africain de recensements, leurs activités sont exposées dans un rapport distinct. Le présent rapport donne des chiffres sur les services consultatifs fournis en matière de recensement jusqu'à la fin de 1972 seulement. M. Blacker a quitté la CEA le 31 décembre 1972 pour assumer de nouvelles fonctions dans le cadre de l'Enquête mondiale sur la fécondité.

22. Au tableau ci-après, le nombre des missions accomplies par les conseillers régionaux et par les fonctionnaires concernés au cours des deux dernières années est indiqué par rapport au nombre des missions effectuées dans les deux années précédentes :



Nombre des missions effectuées par les conseillers régionaux  
et les fonctionnaires concernés, à l'exclusion de leur participation  
aux réunions, au cours des années 1969-1971 et 1971-1973

Sous-régions de l'Afrique

	<u>Nord</u>		<u>Ouest</u>		<u>Centre</u>		<u>Est</u>		<u>Autres</u>	<u>Total</u>	
	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)	(b)	(a)	(b)
Comptabilité nationale	7	6	9	5	4	4	6	1	-	26	16
Statistiques économiques générales et information économique											
Missions consultatives	1	-	-	4	2	3	2	-	-	5	7
Missions de rassemble- ment de données	-	7	-	19	-	5	-	12	-	-	43
Enquêtes par sondage	2	-	3	-	-	-	1	-	-	6	-
Formation statistique	1	1	2	-	3	2	4	-	2	10	5
Recensements de population	2	8	9	21	3	-	11	10	-	25	39
Autres	-	-	-	1	-	-	2	-	-	2	1
Total	13	22	23	50	12	14	26	23	2	74	111

- (a) Juillet 1969-juin 1971.  
(b) Juillet 1971-juin 1973.

23. Les chiffres du tableau ci-dessus semblent faire état d'une réduction du nombre des missions accomplies dans le domaine de la comptabilité nationale, mais il faut noter à ce propos que sur les 26 missions effectuées pendant la période 1969-1971, six ont été entreprises pour examiner les pratiques de comptabilité nationale en rapport avec l'Etude des conditions économiques de 1970 et trois autres pour aider au rassemblement de données pour l'Etude sur les parités des pouvoirs d'achat à mener au titre du projet de comparaison internationale des prix. Par conséquent, le volume des services rendus en matière de comptabilité nationale n'a pas changé. Les progrès réalisés dans l'application du Système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies en Afrique seront examinés dans un autre chapitre du présent rapport.

24. Un changement notable est à signaler au sujet des missions entreprises dans le domaine des statistiques économiques générales et de l'information économique. Au cours de l'année 1972 et du premier semestre 1973, on a organisé en divers pays 43 visites qui avaient essentiellement pour objet de réunir des informations à jour. Ce travail se poursuivra pendant le troisième trimestre de 1973.

25. Bien que l'organisation de telles visites ait suscité quelque doute, celles-ci ont donné manifestement des résultats très satisfaisants. Ayant été bien accueillies par les pays concernés, ces visites ont permis de compléter, au lieu de chevaucher, les activités internationales de rassemblement de données. Par suite, la situation de la CEA en tant que centre d'information statistique et économique s'est trouvée considérablement renforcée.
26. D'autre part, les visites en question ont apporté une contribution assez importante du point de vue technique en permettant d'améliorer les rapports entre le secrétariat et les organes africains de statistique et de faire mieux comprendre les problèmes qui affrontent ces derniers. On espère que ces visites conduiront aussi les services intéressés à redoubler leurs efforts afin d'assurer une diffusion plus rapide des publications statistiques et le développement des enquêtes économiques nationales.
27. Il est bien entendu que les visites ne remplacent en aucune façon les missions techniques plus spécialisées, mais elles paraissent beaucoup plus utiles qu'on ne le croyait de prime abord. Nous serions donc heureux de connaître les vues des participants à la Conférence au sujet de l'expansion de cette activité à l'avenir.
28. Le fait qu'aucune mission d'enquête par sondage n'a été entreprise entre 1971 et 1973 s'explique par la mutation de M. C. Scott à l'UNESCO en 1970. Lors de la rédaction du présent rapport, on discutait au siège de l'Organisation des Nations Unies de la possibilité d'aider les pays africains à mettre en place des moyens d'enquête sur les ménages pour leur permettre d'assurer le rassemblement de données sociales, démographiques et économiques. On espère que toutes propositions correspondantes seront formulées à temps pour être examinées à la prochaine session de la Conférence des statisticiens et de celle des démographes africains respectivement.
29. Entre 1971 et 1973, le nombre des missions de formation statistique a diminué non seulement en fonction de la demande, mais aussi parce qu'il était difficile de réduire, en faveur de cette tâche, le temps consacré à d'autres travaux professionnels. Les deux missions entreprises en dehors de l'Afrique est porté sur un cours de recyclage en comptabilité nationale organisé à Munich. Le tableau ci-dessus fait également ressortir une expansion des travaux consacrés aux recensements de population, encore qu'il n'indique pas les missions accomplies en 1973 dans ce domaine.
30. Les missions consultatives et autres visites se sont réparties assez également sur le plan géographique. Il faut cependant noter que l'augmentation du nombre total de missions, qui est passé de 74 en 1969-1971 à 111 en 1971-1973, tenait essentiellement à l'innovation apportée dans le rassemblement des données. Comme on l'a déjà noté, la fourniture de services consultatifs en matière de statistiques économiques n'a pas suffi, tant s'en faut, aux besoins enregistrés dans ce domaine.

#### Formation statistique

31. Les rapports reçus des différents centres statistiques sont présentés

dans le document intitulé "Programme de formation statistique en Afrique" (E/CN.14/CAS.8/11). Par conséquent, on se bornera dans le présent rapport à résumer brièvement l'évolution récente de la situation dans ce domaine.

32. A l'Institut national de statistique et d'économie appliquée de Rabat, les activités de formation se sont poursuivies, comme auparavant, avec succès. Des progrès ont été accomplis dans le recrutement et la formation d'enseignants autochtones, l'Institut devant être entièrement pris en charge par les autorités nationales en septembre 1973, lorsque prendra fin l'assistance accordée par les Nations Unies à cet organisme. L'un des principaux problèmes à examiner dans ce contexte se rapporte aux moyens de financer après cette date, les bourses destinées aux stagiaires non marocains. Il est prévu d'offrir dans cet établissement, à partir d'octobre 1973, un nouveau cours au niveau de l'ingénieur statisticien économiste.

33. L'Institut de statistique et d'économie appliquée, à Kampala, tout en insistant davantage sur l'enseignement de la statistique au premier niveau universitaire (quatre premières années), a cependant réussi à maintenir plusieurs cours auxiliaires à l'intention d'autres facultés de l'Université Makerere. L'Institut a modifié ses conditions d'admission en limitant le nombre total des stagiaires de première année et en augmentant la proportion des étudiants non ougandais. Il a été en outre décidé que le cours de statistique de première année ne se combinerait qu'avec les études de mathématiques et d'économie politique, ce qui a pour effet d'exclure les stagiaires qui entendent s'inscrire, après la première année, dans d'autres facultés universitaires. Ces changements devraient permettre à l'Institut d'améliorer ses services régionaux et de développer ses travaux, grâce à la simplification de son programme, selon une ligne d'action précise et efficace. Un programme d'études universitaires supérieures en statistique économique a été institué en janvier 1973 à l'intention d'un nombre limité de stagiaires. La formation de personnel de contrepartie a progressé d'une manière satisfaisante.

34. L'Institut de formation statistique, de Yaoundé, a continué d'assurer des cours destinés aux adjoints et aux agents techniques. Au moment de la rédaction du présent rapport, la CEA n'avait pas reçu d'informations touchant la prolongation de l'assistance des Nations Unies à l'Institut et la possibilité d'y organiser un cours pour ingénieurs des travaux statistiques.

35. Le Centre de formation statistique de l'Afrique de l'est, à Dar es-Salam, ayant cessé au milieu de 1972, de recevoir une assistance des Nations Unies, il a été décidé que cet organisme continuerait à fonctionner, en tant que projet à long terme, dans le cadre du programme de formation de la Communauté de l'Afrique orientale. Les problèmes liés au recrutement de personnel enseignant sur le plan local sont en grande partie résolus et les Etats membres de la Communauté sont convenus de fournir des bourses pour stages de perfectionnement. Le succès antérieurement obtenu par le Centre s'est maintenu au cours de la période considérée.

36. La phase des travaux préparatoires à la mise en place de nouveaux moyens d'enseignement statistique à l'Université du Botswana, du Lesotho et du Souaziland a été menée à bien, ce qui est en grande partie attribuable à l'initiative de l'UNESCO. On prévoit de mettre l'accent tout d'abord sur la formation pratique de personnel au niveau moyen et ensuite sur l'organisation de cours professionnels.

37. En général, l'état de la formation statistique en Afrique est encourageant. Les divers centres concernés continuent d'obtenir de bons résultats, cependant que l'on envisage de nouveaux moyens de formation pour l'Afrique australe, où les besoins en la matière n'ont pas été convenablement satisfaits dans le passé. D'autre part, on observe sur le plan intérieur une saine tendance à assumer intégralement la responsabilité des établissements fondés avec une assistance extérieure.

38. Les centres de niveau intermédiaire créés en Ethiopie, au Ghana et en Afrique de l'est sont déjà complètement incorporés aux programmes locaux de formation. D'autre part, l'Institut de Rabat s'est apparemment préparé à poursuivre et à développer ses activités lorsqu'il aura cessé de recevoir une assistance des Nations Unies, tandis que l'Institut de Kampala a entrepris de se réorganiser de manière à pouvoir continuer de fonctionner et à devenir une section efficace de l'université locale. L'Ecole de statistique en Côte d'Ivoire, qui a été fondée comme établissement national, n'aura pas à franchir une telle étape transitoire.

39. Il est clair que l'Afrique est sur le point d'atteindre le stade où il sera possible d'organiser entièrement sur le plan local des services de formation statistique de bonne qualité, ce qui soulève une question que la Conférence voudra peut-être examiner. Lorsqu'ils cessent de bénéficier d'une assistance extérieure, les centres concernés ont tendance à se consacrer davantage à la formation de personnel national; or, il faut reconnaître aussi que la nécessité de services régionaux de formation se fera moins sentir lorsqu'un plus grand nombre de pays auront créé leurs propres moyens de formation. Cela pose le problème d'assurer un degré suffisant de coordination entre tous les établissements de formation statistique existant dans la région. A cet effet, il faudrait probablement organiser des échanges d'informations sur divers sujets, tels que méthodes d'enseignement, entre les différents centres pour permettre à chacun d'eux de profiter au maximum de l'expérience acquise dans ce domaine.

#### Etudes méthodologiques et manuels

##### Application du Système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies

40. Le programme de travail pour 1974 comporte une étude sur l'application dans les pays africains du Système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN). Les notes préliminaires ci-après ont pour objet de permettre à la Conférence d'examiner les progrès accomplis dans l'application du SCN, afin de signaler les difficultés qui nécessitent une attention particulière et d'établir des directives pour l'étude à entreprendre par le secrétariat.

41. A sa septième session, la Conférence a attiré l'attention sur les deux principaux facteurs qui, à son avis, gênent l'application en Afrique du SCN, à savoir le manque de données de base sur les entreprises et les ménages ainsi que la pénurie de fonds et de personnel compétent. La série de recensements démographiques et agricoles en cours, de même que le programme de statistiques industrielles pour 1973, permettra une certaine amélioration à cet égard, mais il restera encore de grands progrès à faire, surtout en ce qui concerne les données économiques sur les ménages.

42. Les projets de la CEA qui tendent à faciliter l'application du SCN comportent des missions consultatives, des stages de formation et des réunions techniques ainsi que l'élaboration d'un manuel de comptabilité nationale pour l'Afrique. On trouvera des détails sur ces projets en d'autres parties du présent rapport.

43. L'application du SCN en Afrique revêt deux aspects complémentaires : (a) l'utilisation du Système avec toutes classifications et définitions pertinentes, comme cadre de la formulation de programmes de rassemblement de données; (b) l'élaboration des comptes nationaux conformément à une version simplifiée des comptes et tableaux du SCN. A la lumière des travaux déjà effectués dans ces deux cas, il paraît commode de classer les pays en quatre groupes :

- 1) Pays qui ont entrepris de réunir des données de base dans le cadre du SCN et qui ont établi les comptes et tableaux prévus par le Système;
- 2) Pays qui ont commencé à recueillir des données de base, mais qui n'ont pas encore élaboré de comptes et de tableaux du SCN;
- 3) Pays qui n'ont pas encore fait de grands efforts en vue de rassembler les données requises, mais qui ont élaboré certains des comptes et tableaux du SCN;
- 4) Pays qui ont peu progressé dans le rassemblement de données de base et qui n'ont établi aucun document en fonction du SCN.

44. Rares sont les pays de la région qui se classent dans la catégorie 1) ci-dessus. Un certain nombre de pays rentrent dans la catégorie 2), lesquels n'auraient pas de difficulté à commencer d'établir les comptes et tableaux prescrits par le SCN. Quant aux pays des catégories 3) et 4), ils devront commencer par améliorer leurs séries statistiques de base s'ils veulent progresser sensiblement en matière de comptabilité nationale.

45. L'Annexe II du présent rapport comprend deux tableaux qui indiquent les comptes et les tableaux dressés par chacun des pays considérés ainsi que les périodes sur lesquelles portent ces renseignements. Un point important qui ressort de cette analyse est que l'élaboration de données assurée conformément au SCN résulte en grande partie d'une assistance technique extérieure. Bien qu'une telle aide puisse se révéler nécessaire aux premiers stades des travaux en question, il est clair que la formation convenable de personnel autochtone dans ce domaine constitue un facteur d'importance majeure. Il est cependant encourageant de pouvoir constater que certains pays ont amélioré leurs comptes nationaux sans aide extérieure.

46. A la septième session de la Conférence, on avait exprimé la crainte que l'introduction du SCN dans les pays appliquant déjà le système français (Courcier) de comptabilité nationale ne donne lieu à certains doubles emplois. En fait, l'élaboration des comptes de la Haute-Volta pour 1968 a permis de constater qu'il n'était pas trop difficile d'établir des comptes et tableaux approchés du SCN à partir des données recueillies conformément au système français, pourvu que ces données soient suffisamment détaillées. Il est par conséquent possible de prendre, lors de l'adoption du SCN, des dispositions transitoires permettant d'assurer la continuité des séries statistiques sans imposer un double travail d'élaboration de données.
47. La plupart des 20 pays figurant au tableau 1 ont élaboré les comptes consolidés de la nation, encore que certains d'entre eux aient omis, faute de données, les comptes de capital et de financement ainsi que les comptes d'opérations avec l'extérieur (5 et 6). Un certain nombre des pays qui ont établi le compte 1, sur le produit intérieur brut et ses emplois, n'ont pu faire d'estimations distinctes pour l'excédent d'exploitation et la consommation de capital fixe, cependant que l'excédent d'exploitation a été combiné dans deux cas avec la rémunération des salariés. Tous les pays sauf trois, ont été incapables d'établir la seconde partie du compte 5, qui se rapporte à la variation des créances ainsi qu'à la capacité de financement et à la variation des engagements. Environ la moitié des pays qui ont élaboré le compte 6 n'ont pu achever les estimations relatives aux opérations en capital pour ce compte.
48. Neuf des 20 pays en question ont pu établir les comptes de revenu et de dépenses des administrations publiques (pour une partie du compte III C) et quatre autres ont élaboré le compte II D qui porte sur la production des branches non marchandes des administrations publiques. Parmi ces mêmes 20 pays, seuls le Dahomey, la Haute-Volta et le Soudan ont élaboré quelques comptes des catégories II et III, tandis que les autres pays n'ont établi que les comptes mentionnés dans la phrase précédente. Les séries de comptes II et III concernent la production, les dépenses de consommation, la formation de capital, les revenus et les dépenses, le capital et le financement.
49. Le tableau 2 montre que 11 des 20 pays considérés ont construit le tableau 1 prévu au SCN (Produit intérieur brut et revenu des facteurs par genre d'activité économique) encore que tous les détails pertinents n'aient pas été donnés par les 11 pays. Le tableau 4, sur la consommation finale des administrations publiques selon la nature des coûts et la fonction, a été dressé par 6 pays; le tableau 6b, sur les dépenses de consommation finale privée, par 8 pays; le tableau 7a, sur la formation brute de capital intérieur par type de biens d'équipement, par 13 pays; le tableau 7b, sur la formation brute de capital intérieur par genre d'activité économique, par 6 pays. Deux pays sont parvenus à confectionner des tableaux entrées-sorties.
50. Les tableaux à prix constants relatifs aux comptes ci-dessus ont été élaborés par un moindre nombre de pays (le tableau 8 ayant été dressé par 4 pays, le tableau 9 par 7 pays, le tableau 15b par 4 pays, le tableau 16a par 6 pays et le tableau 16b par deux pays seulement).

51. On observe une tendance analogue dans le cas des tableaux à prix courants relatifs aux comptes de revenu et de dépenses, de capital et de financement. Les résultats peu satisfaisants enregistrés à cet égard sont imputables à un manque de données de base.

52. A titre d'observation générale, on peut dire qu'il est possible, lorsque les tableaux types 1, 26 et 28 sont assez bien élaborés, d'établir un certain nombre des principaux comptes et tableaux du SCN. Or, seuls 2 pays sur 20 ont construit le tableau 28 qui occupe pourtant un rang élevé de priorité dans le SCN.

53. La conclusion qui s'impose en l'espèce est que la région de l'Afrique en est encore aux premiers stades de l'application du SCN. Il apparaît toutefois que le développement des statistiques de base et l'application du SCN retiennent de plus en plus l'attention, ce qui laisse prévoir de futurs progrès dans ces domaines.

#### Manuel de comptabilité nationale pour l'Afrique

54. Depuis la publication, en 1968, du SCN révisé, le Bureau de statistique des Nations Unies, à New York, a entrepris la rédaction de plusieurs manuels sur les différents éléments du système (ménages, secteur public, entreprises, estimations de comptabilité nationale à prix constants, etc.) pour faciliter l'application du Système révisé dans les diverses régions du monde. On sait que certains de ces manuels seront bientôt prêts à être publiés. Cependant, la nécessité d'un manuel simple sur l'application du SCN dans les pays africains se fait sentir depuis quelque temps. En conséquence, à sa première session, tenue en 1971, la Conférence des ministres a demandé au secrétariat d'élaborer un Manuel de comptabilité nationale pour l'Afrique, entreprise qui a été approuvée par la Conférence des statisticiens africains, à sa septième session.

55. Le Manuel précité a pour objet de présenter, en termes relativement simples et directs, des indications assez détaillées à l'usage des statisticiens et autres fonctionnaires de la région qui sont chargés d'établir des statistiques de comptabilité nationale. Dans l'élaboration de cet ouvrage, on tiendra compte des systèmes de comptabilité nationale en usage et des pratiques nationales courantes aussi bien que les sources de données existant dans les pays concernés. Le manuel sera en majeure partie consacré à un exposé détaillé des sources de données et des méthodes d'estimation y compris la présentation de feuilles de travail dans les cas où l'on jugera bon le faire. Par conséquent, le manuel prévu pour l'Afrique viendra en supplément, et non en remplacement, soit du SCN révisé, soit des manuels, mentionnés au paragraphe précédent, qui portent sur les divers aspects du système.

56. Il faut bien noter que la responsabilité d'établir le Manuel de comptabilité nationale pour l'Afrique n'incombe pas seulement au secrétariat de la CEA. Ce travail sera exécuté sous la direction technique et le contrôle du Bureau de statistique des Nations Unies, avec la collaboration des bureaux nationaux de statistique existant dans la région. On envisage de convoquer en 1975, sous réserve de disposer des fonds nécessaires, un groupe d'experts en comptabilité nationale qui serait chargé d'examiner un avant-projet de manuel.

57. Le plan proposé pour ce manuel est présenté au tableau ci-après. Le texte du manuel est provisoirement divisé en 14 chapitres. Le premier chapitre consiste en une brève introduction portant sur le but et la portée assignés au manuel en fonction du contexte africain. Au chapitre 2, on énumère les principaux comptes et tableaux du SCN qui paraissent particulièrement applicables à la situation régnant actuellement en Afrique, en indiquant l'ordre de priorité à suivre pour l'élaboration de ces documents. Ce chapitre pourrait également comprendre un exposé démontrant l'utilité que les données de comptabilité nationale exigées par le SCN révisé présentent pour la planification économique et pour les travaux connexes.
58. Les chapitres 3, 4, 5 et 6 traiteront de l'estimation du produit intérieur brut selon la méthode de la production. La description des sources de données et des méthodes d'estimation, y compris l'établissement de feuilles de travail, constitueront la structure type de ces chapitres. Les feuilles de travail s'accompagneront de toutes annotations nécessaires. L'exposé des sources de données concernera le rassemblement de données au moyen d'enquêtes ordinaires (portant par exemple sur l'agriculture, les industries manufacturières, le secteur commercial, les dépenses de consommation des ménages, etc.) ainsi qu'au moyen d'enquêtes spéciales. On soulignera l'importance qu'il y a de recueillir, dans les enquêtes ordinaires, des éléments d'information complémentaires et notamment des données appropriées aux fins de la comptabilité nationale.
59. Les chapitres 7 et 8 porteront sur les comptes de revenu et de dépenses et les comptes de capital et de financement des administrations publiques et des entreprises respectivement. Ce sont là les seules institutions résidentes dont les comptes de revenu et de dépenses, de capital et de financement seront considérés dans ce manuel. Dans le cas des autres secteurs institutionnels (ménages, y compris entreprises privées non financières et non constituées en sociétés, et les institutions privées sans but lucratif au service des ménages), ces comptes seront omis parce qu'ils sont, en l'état actuel des connaissances, obtenus seulement comme résidus dans la majorité des pays de la région.
60. Dans les chapitres 9 et 10, deux importants éléments de la comptabilité nationale, à savoir la formation de capital et la consommation privée, seront considérés du point de vue des dépenses. Le chapitre 11 constituera un exposé général des ressources et emplois de biens et services, fait à partir du tableau 28 du SCN.
61. Enfin, le Manuel comprendra un chapitre (12) sur les opérations de la nation avec l'extérieur, un chapitre (13) sur les estimations du produit intérieur brut à prix constants, par catégorie de dépenses et par genre d'activité économique, ainsi qu'un chapitre (14) sur le passage du système (Courcier) français au SCN. Le sujet du dernier chapitre est d'une importance particulière pour les pays qui appliquent actuellement le système français de comptabilité nationale.



Plan provisoire du Manuel de comptabilité nationale pour l'Afrique

Chapitres

1. Introduction : but et portée du manuel; examen de l'état des travaux de comptabilité nationale effectués dans les pays africains, y compris les systèmes de comptabilité nationale qu'ils appliquent actuellement.
2. Principaux comptes et tableaux du SCN à établir par les pays africains.
3. Estimation du PIB selon la méthode de la production : i) agriculture;
4. Estimation du PIB selon la méthode de la production : ii) branches d'activité marchande;
5. Estimation du PIB selon la méthode de la production : iii) services;
6. Estimation du produit intérieur brut concernant les branches non marchandes des administrations publiques et des institutions privées sans but lucratif au service des ménages.
7. Comptes de revenu et de dépenses et comptes de capital et de financement des entreprises.
8. Comptes de revenu et de dépenses et comptes de capital et de financement des administrations publiques (y compris la classification des dépenses des administrations publiques selon la nature des coûts et la fonction).
9. Formation de capital par type de biens d'équipement et par genre d'activité économique du propriétaire.
10. Dépenses de consommation privée par fonction.
11. Ressources et emplois des biens et services.
12. Opérations avec l'extérieur.
13. Estimations en prix constants.
14. Différences entre le système (Courcier) français et le SCN; passage du premier au dernier système.

Autres études et manuels

62. A sa septième session, la Conférence a recommandé que le Manuel relatif aux enquêtes économiques sur les ménages soit reporté au programme de 1973, dans l'espoir que l'auteur de cet ouvrage, qui avait été muté à l'UNESCO, pourrait l'achever au cours de cette année. Cela s'étant révélé

impossible, il faut maintenant trancher la question de savoir si ce manuel doit continuer à figurer au programme de travail. De toute façon, il faut retenir que certains des sujets envisagés dans ce contexte ont déjà été étudiés en 1972 par le Groupe de travail sur les statistiques du secteur des ménages et que le secrétariat se propose de mettre au point les questionnaires présentés à cette réunion sous forme de modèles schématiques.

63. Le Manuel des enquêtes démographiques par sondage en Afrique, qui avait été présenté sous forme de projet à la septième session de la Conférence, a été mis au point et reproduit sous la cote E/CN.14/CAS.7/17/Rev.1.. Cet ouvrage a été réalisé conjointement par la CEA et l'UNESCO.

64. Comme l'indique l'Annexe I, les travaux relatifs aux études sur le rassemblement des données concernant les caractéristiques économiques des recensements africains et sur le dénombrement des populations nomades n'ont pu commencer à cause du retard apporté à pourvoir aux postes vacants. Il est hors de doute que l'on ne disposait pas de services de secrétariat suffisants pour assurer le rassemblement et l'analyse d'informations sur ces sujets; mais il est une considération plus importante à retenir, soit le fait que les recensements en cours fournissent un volume considérable de nouvelles données d'expérience. Vu l'intérêt particulier que ces deux études présentent dans les conditions existant en Afrique, il est proposé qu'elles soient retenues dans le programme statistique de la CEA.

#### Réunions techniques

65. Un cours de formation sur le Système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies pour les cadres moyens de statistique des pays membres de l'UDEAC et des pays voisins francophones a eu lieu à Yaoundé (Cameroun) du 31 janvier au 12 février 1972, sous les auspices conjoints de la CEA et de l'Institut de formation statistique, de cette même ville. Le cours avait pour but principal de faciliter l'application du SCN révisé. Les documents de base utilisés à cette occasion étaient essentiellement les mêmes que ceux qui avaient été fournis au séminaire tenu à Rabat, en 1971, pour les cadres supérieurs de statistique des pays francophones. Le séminaire de Yaoundé s'est tenu avec la participation de 22 personnes venues de 11 pays africains ainsi qu'avec des services d'animateurs de débat assurés par la CEA. Ce cours de 15 jours a porté sur les concepts, les définitions et la structure du SCN, une comparaison détaillée du système (Courcier) français et du SCN, l'adaptation du SCN intégral aux pays en voie de développement, les sources de données et les méthodes d'estimation servant à établir les comptes et tableaux à prix courants du système ainsi que sur l'élaboration de feuilles de travail appropriées et l'exécution d'autres travaux pratiques par les participants. La Conférence voudrait peut-être faire des observations sur le degré de convenance et d'opportunité que présentent les cours de ce genre et la formation en comptabilité nationale d'une manière générale, en tant que moyens de faciliter l'application du SCN en Afrique.

66. Un groupe de travail sur les statistiques du secteur des ménages s'est réuni à Addis-Abéba, du 27 novembre au 1er décembre 1972 et le rapport qu'il a établi sera présenté à la Conférence dans le document paru sous la cote E/CN.14/CAS.8/1. Le Groupe a examiné en détail les comptes et tableaux du SCN qui se rapportent aux ménages ainsi que le projet de système complémentaire de statistiques sur la répartition du revenu, de la consommation et de l'accumulation. On a ensuite considéré les sources de données et les méthodes d'estimation à utiliser pour établir ces comptes et tableaux dans le contexte africain, en tenant compte de l'expérience acquise dans les enquêtes antérieurement exécutées sur le terrain. Enfin, une première tentative a été faite à cette réunion en vue d'élaborer, sous forme de schémas, des questionnaires susceptibles de servir au rassemblement de données auprès des ménages. La question la plus intéressante à examiner dans ce contexte à l'heure actuelle est peut-être celle qui porte sur la possibilité de développer les enquêtes sur les ménages en Afrique, compte tenu du fait que ces enquêtes permettraient de combler certaines des grandes lacunes observées en matière d'informations statistiques.

67. Le programme statistique de la CEA pour 1972 prévoyait la réunion d'un groupe de travail sur les opérations avec l'extérieur qui aurait examiné, comme cela se fait normalement, les recommandations internationales, soit en l'espèce les éléments des recommandations du SCN et du FMI qui se rapportent à la balance des paiements. A la lumière de ces recommandations, le Groupe aurait passé en revue les travaux actuellement effectués en Afrique dans ce domaine, en vue de formuler des propositions sur l'adaptation aux besoins de la région des méthodes normalement applicables en la matière ainsi que sur l'adoption de mesures concrètes pour le rassemblement et l'analyse des données. Le groupe de travail en question n'a pu se réunir pour cause de restrictions financières. Afin de réaliser en partie le projet envisagé, le secrétariat a rédigé une note intitulée "Les statistiques sur les opérations avec l'extérieur en Afrique", qui figure dans le numéro 4 du Bulletin d'information statistique et économique pour l'Afrique (E/CN.14/SEIB/4).

68. Cette étude traite des problèmes d'ordre conceptuel et pratique liés au rassemblement de données, passe en revue les pratiques nationales courantes et analyse les données disponibles dans 32 pays de la région. On y examine aussi la correspondance qui existe entre les flux des opérations avec l'extérieur prévus au SCN et ceux qui sont exposés dans le Manuel du FMI (4ème édition, 1972), afin d'apporter une aide pratique aux pays qui élaborent, aux fins de la comptabilité nationale, des données sur les transactions extérieures à partir des statistiques de la balance des paiements.

69. L'analyse des données statistiques disponibles a fait ressortir certains traits intéressants. Ainsi, il apparaît, d'une part, que les données relatives aux transactions extérieures provenant des comptes nationaux et de la balance des paiements respectivement sont peu comparables tandis que l'on observe, d'autre part, une divergence sensible entre les statistiques du commerce international enregistré et les données extraites des comptes nationaux ou de la balance des paiements, ce qui est essentiellement imputable aux ajustements effectués pour tenir compte de

la portée des données, de l'évaluation et de la période des opérations. On examine aussi dans ce document les caractéristiques structurales des opérations courantes et des opérations en capital figurant dans la balance des paiements des pays africains. Enfin, cette note donne un aperçu de l'évolution de la situation des pays considérés en matière de réserves internationales.

70. Etant donné l'importance notable que l'on attache maintenant aux données de la balance des paiements, la Conférence voudrait peut-être envisager certaines mesures pratiques qui permettraient d'assurer le rassemblement régulier et l'amélioration qualitative de ces données dans la région de l'Afrique. Ces mesures porteraient probablement non seulement sur l'application des recommandations internationales pertinentes, mais également sur une meilleure coordination entre les fonctionnaires chargés d'établir la balance des paiements et ceux qui sont responsables des statistiques du commerce, des comptes nationaux, etc..

71. On dispose maintenant de fonds pour la tenue d'un séminaire sur la préparation du Programme mondial de statistiques industrielles de 1973, réunion qui aura lieu à Addis-Abéba, du 12 au 20 novembre 1973, soit juste avant l'ouverture de la huitième session de la Conférence. La documentation destinée au séminaire comprend les recommandations internationales formulées en matière de statistiques industrielles qui ont été publiées par le Bureau de statistique des Nations Unies ainsi qu'une série de notes rédigées par la CEA sur la base de ces recommandations (E/CN.14/CAS.8/2/Rev.1). Le séminaire portera principalement sur la planification, l'exécution et l'analyse des enquêtes témoins. Le projet de rapport de cette réunion sera présenté à la Conférence.

72. Le Séminaire sur l'utilisation du matériel de traitement électronique des données en statistique, que l'on prévoyait de tenir en juin 1972 a été annulé faute de fonds. Toutefois, étant donné que l'on a manifesté une certaine préoccupation à l'égard du traitement des données statistiques aux sessions antérieures de la Conférence, le secrétariat a établi une brève note sur ce sujet (E/CN.14/CAS.8/4). L'une des questions examinées dans ce document concerne l'opportunité de centraliser le matériel informatique. A l'heure actuelle, nombre de pays africains possèdent plusieurs petits ordinateurs qui sont sous-employés. On fait valoir dans cette note qu'il serait plus économique de centraliser le matériel et les services concernés, ce qui poserait toutefois le problème d'établir un ordre de priorité et de répartir le temps des opérations de traitement entre les divers sujets considérés. Dans ce cas, les statistiques risqueraient de se trouver défavorisées si l'on n'assurait pas l'élaboration et l'application, comme il convient, d'une politique nationale de traitement des données; à ce propos, on cite à titre d'exemples les politiques suivies en la matière par certains pays africains. Une autre question examinée dans cette étude est celle de la formation de programmeurs et d'analystes; notamment, on attire l'attention sur le fait que les moyens de formation disponibles ne suffisent pas à satisfaire les besoins croissants de personnel de cette catégorie.

73. La réunion d'un groupe de travail sur l'amélioration des statistiques du commerce extérieur et de la distribution a dû être également annulée. Au lieu de convoquer ce groupe, on a fait paraître un article sur les statistiques de la distribution dans le numéro 3 du Bulletin d'information statistique et économique (E/CN.14/SEIB/3). La première partie de cette étude présente des suggestions sur les moyens d'appliquer les recommandations internationales pertinentes dans les conditions qui règnent en Afrique. La seconde partie expose les pratiques suivies par 18 pays africains en matière de statistiques de la distribution et des services, en ce qui concerne la portée des enquêtes, les unités statistiques et les périodes de référence, les méthodes de rassemblement de données et les principales catégories de données recueillies. Dans la troisième partie de l'étude figurent des tableaux synoptiques sur les principales caractéristiques de ces enquêtes.

74. Comme il est indiqué dans l'Annexe I, on a entrepris d'établir, à titre préliminaire, une documentation destinée au Groupe de travail sur les statistiques des transports, qui doit se réunir en 1974. On croit savoir, toutefois, que le projet révisé de recommandations internationales sur ce sujet ne sera peut-être pas prêt l'an prochain. La Conférence voudra peut-être examiner l'opportunité de reporter cette réunion, mais on estime que le secrétariat devrait poursuivre ses recherches sur les statistiques disponibles en matière de transports et sur les méthodes de rassemblement de telles données, puisqu'elles font l'objet d'une demande sans cesse croissante.

75. Un cours de formation sur les enquêtes de population et une réunion de travail sur le traitement des données de recensement avant la mise en tableaux ont eu lieu vers la fin de 1972, à Rabat et à Addis-Abéba, pour les pays francophones et les pays anglophones respectivement. Ces réunions figuraient au Programme africain de recensements. Le matériel d'enseignement et la plupart des services de conférenciers ont été fournis à cette occasion par le Bureau de recensement des Etats-Unis.

76. Le Groupe de travail sur les statistiques démographiques et sociales qui devait être convoqué en 1973, ne se réunira pas cette année; mais il semble y avoir de bonnes chances de tenir cette réunion au début de 1974. Ce retard tient essentiellement au fait qu'il est difficile d'affecter, au Siège de l'ONU et au secrétariat de la CEA, des fonctionnaires à la préparation de cette réunion, encore qu'il faille tenir compte aussi des nombreuses réunions démographiques prévues pour 1973. D'autre part, comme on l'a déjà signalé, des discussions se poursuivent actuellement au Siège sur la possibilité d'offrir aux pays africains une assistance pour le développement des enquêtes sur les ménages de manière à leur permettre de recueillir des données sociales, démographiques et économiques. Cette tâche nécessiterait l'application d'un programme assez bien intégré, qui pourrait englober au surplus les projets correspondants formulés dans les programmes de travail du Centre des programmes de population et de la Division de la statistique de la CEA. S'il est possible de formuler en temps utile des propositions satisfaisantes à ce sujet, celles-ci seront présentées, pour examen, à la prochaine session de la Conférence des statisticiens africains et de la Conférence des démographes africains respectivement. Une planification plus détaillée dans ce domaine pourrait peut-être incomber à la réunion sur les statistiques démographiques et sociales qui doit se tenir l'an prochain.

## CREATION D'UN SERVICE REGIONAL DE RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES ET ECONOMIQUES

### Etudes statistiques

77. La majorité des participants à la Conférence connaissent la structure du programme statistique de la CEA; mais il convient peut-être de faire observer que les "études statistiques" diffèrent des études méthodologiques dont il est question ci-dessus par le fait qu'elles portent sur le rassemblement et l'analyse des données; étant normalement entreprises sur des sujets pour lesquels il n'existe pas de séries régulières de statistiques africaines, les études statistiques représentent un effort en vue de combler certaines des lacunes observées dans les statistiques de la région.

### Agrégats économiques

78. A la septième session de la Conférence, les pays de la région avaient été invités à aider le secrétariat à établir des estimations préliminaires du produit intérieur brut à prix courants, classé par branche d'activité et par emploi. Pour certaines raisons d'ordre pratique, la Conférence a estimé qu'il ne serait pas possible de donner suite à cette demande; mais un certain nombre de pays ont cependant fourni des renseignements plus à jour. A la fin de 1972, on avait déjà établi, pour tous les pays africains, des séries statistiques portant sur la période 1960-1971. Le fait que le personnel de la catégorie des administrateurs a consacré à ces travaux plus de temps qu'auparavant, comme il est indiqué à l'Annexe I, traduisait le problème lié à la tâche d'assurer la continuité des données après l'introduction d'opérations à l'ordinateur pour appliquer les taux de change et les facteurs de correction de manière à obtenir des estimations à prix constants dans une monnaie-étalon.

79. A la fin de 1973, les chiffres se rapportant à 1972 seront ajoutés aux séries de données ci-dessus. Ce travail est en train de devenir plus étroitement coordonné aux activités de même nature entreprises par la FAO, le Bureau de statistique des Nations Unies et le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement. Ces activités visent d'une manière générale à former la base d'une estimation plus juste et plus à jour de la situation économique à l'échelle tant régionale que mondiale.

### Parité du pouvoir d'achat des monnaies africaines

80. Un rapport intérimaire sur cette étude, qui représente une extension régionale du Projet international de comparaison des prix, a paru dans le numéro 3 du Bulletin d'information statistique et économique pour l'Afrique (E/CN.14/SEIB/3). Ce rapport fait brièvement l'historique des projets tant international que régional et présente une analyse provisoire des données fournies par les pays africains en 1971. On examine dans ce document les méthodes à employer pour les comparaisons entre pays. L'étude contient aussi des propositions concernant les futurs travaux à entreprendre dans ce domaine. Les résultats obtenus jusqu'à présent sont suffisamment intéressants permettent de placer quelque confiance dans l'utilité de l'étude dont la prochaine phase comprendra le rassemblement de données sur les prix à la consommation. Le questionnaire établi à cette fin sera bientôt distribué.

### Caractéristiques de la consommation privée

81. Les parties de l'étude sur les caractéristiques de la consommation des ménages en Afrique qui se rapportent à l'Afrique du nord et de l'ouest ont été achevées et publiées dans les numéros 2 et 4 du Bulletin d'information statistique et économique pour l'Afrique (E/CN.14/SEIB). Cette étude se poursuit eu égard aux autres sous-régions de l'Afrique. Elle se fonde sur des informations provenant d'enquêtes sur le budget des ménages et sur des estimations de comptabilité nationale. Il est à noter que les renseignements disponibles ne portent pas toujours sur la même période de référence, ce qui a entraîné, en particulier dans le cas de l'Afrique de l'ouest, la nécessité de compléter les séries de données officielles de comptabilité nationale par des estimations effectuées par le secrétariat.

### Structure et importance des activités non monétaires

82. Un rapport préliminaire sur les activités non monétaires a été présenté à la septième session de la Conférence. Un document plus développé sur ce sujet est en cours d'élaboration, mais il ne sera peut-être pas terminé à temps pour être présenté à la session que la Conférence tiendra en novembre.

### Structure et évolution de la formation de capital (1960-1970)

83. L'étude prévue dans ce domaine a été achevée et publiée dans le Bulletin distribué sous la cote E/CN.14/SEIB/4. Dans ce document, on examine la croissance et l'importance relative de la formation de capital, ainsi que le financement de celle-ci pour l'ensemble de l'Afrique et pour chacune des sous-régions du continent. Y figurent notamment des données pour les différentes catégories d'acheteurs et les diverses branches d'activité économique; mais, dans certains cas, les renseignements officiels ont dû être complétés par des estimations de la CEA. L'étude signale que le coefficient marginal de capital était assez élevé dans la majorité des pays, ce qui semble traduire une capacité de production excédentaire par rapport à la consommation. Les investissements enregistrés au cours de la période considérée ont été en majeure partie consacrés au bâtiment qui a été suivi à cet égard par des travaux d'infrastructure pour les transports et l'électricité ainsi que par le matériel d'équipement pour les secteurs secondaire et tertiaire de l'économie.

### Les termes de l'échange de l'Afrique en voie de développement

84. Cette étude, demandée par la Conférence à sa sixième session, a paru dans le Bulletin publié sous la cote E/CN.14/SEIB/1. La première partie de ce document définit la portée de celui-ci et décrit brièvement la méthode ayant servi à calculer les termes de l'échange, tout en soulignant la nécessité de faire preuve de prudence dans l'appréciation de l'incidence économique réelle de ces termes. La deuxième partie de l'étude retrace l'évolution des termes de l'échange au cours de la période 1950-1970 et présente à cet égard une comparaison entre l'Afrique et les autres régions en voie de développement. On a tenté dans l'étude de déterminer les pertes globales dues aux variations des prix relatifs aux marchandises importées et exportées en comparant la balance commerciale aux prix courants et aux prix de 1955. Ces pertes représentent environ la moitié des dons faits à l'Afrique par les pays membres du Comité d'aide au développement.

85. La troisième partie de l'étude décrit les tendances des prix à l'exportation et vise à expliquer brièvement la baisse des prix relatifs aux matières premières. A ce propos, on examine le pouvoir de négociation que les pays du tiers monde possèdent dans le cas de certains produits. En ce qui concerne les importations, on s'efforce d'expliquer la hausse soutenue qui a caractérisé, au cours de la décennie considérée, les prix des produits industriels exportés.

86. En conclusion, l'étude souligne la position dominante des pays industrialisés, qui tient au fait que les prix à l'importation et à l'exportation dépendent du niveau de l'activité économique de ces pays. Etant donné que les prix des matières premières exportées et des produits manufacturés importés connaissent une forte augmentation depuis 1970, il y aurait peut-être lieu d'étendre la portée de l'étude de manière à tenir compte de ce mouvement.

Evaluation de la précision des taux démographiques estimés pour les pays africains - Erreurs de sondage dans les données des recensements et des enquêtes sur la population africaine

87. Comme on l'a déjà expliqué, aucun travail n'a été entrepris dans le cadre de ces deux projets à cause du retard apporté au recrutement de statisticiens démographiques.

Publications périodiques

88. La publication "Informations statistiques" qui n'a pas changé, a servi surtout à diffuser des renseignements sur les activités statistiques régionales et à présenter un nombre limité d'articles d'intérêt technique. Ce bulletin pourrait être amélioré si les services nationaux de statistiques y apportaient occasionnellement leur collaboration sous forme de brefs articles portant sur des sujets d'intérêt particulier.

89. En 1972, le Bulletin trimestriel de statistiques pour l'Afrique a été remplacé par le Bulletin d'information statistique et économique pour l'Afrique dont quatre numéros ont déjà paru. Le nouvel ouvrage est destiné à la publication des études statistiques dont il est question ci-dessus et des informations économiques d'ordre général, ainsi que des tableaux de données ne figurant pas dans d'autres documents. Il s'ensuit que le Bulletin d'information statistique et économique présente une partie de la documentation technique établie pour la huitième session de la Conférence. C'est un document bilingue en ce sens que chaque article y fait l'objet d'un résumé dans l'une ou l'autre langue de travail de la CEA. A l'avenir, il y aura probablement lieu de s'efforcer de présenter dans ce bulletin des articles plus brefs et des résumés plus longs, mais il est impossible d'assurer la traduction intégrale des articles en raison des moyens limités de traduction et d'impression dont dispose le secrétariat.

90. Pour ce qui concerne les statistiques africaines du commerce extérieur, la série A, Echanges par pays, a continué de paraître sans subir de modification. Cette publication donne, pour environ 35 pays africains, des chiffres cumulés sur les échanges mensuels classés par pays et par région d'origine ou de destination. Ce document, qui ne fait pas double emploi, paraît assez utile. Il serait possible d'améliorer cet ouvrage en élargissant sa portée de manière à englober toute la région et en y ajoutant des résumés d'ordre régional et sous-régional.



91. La situation est quelque peu différente dans le cas de la série B, Echanges par produits, des statistiques africaines du commerce extérieur qui présente des données selon les sous-groupes (numéros à quatre chiffres) de la Classification type pour le commerce international, par pays et par région d'origine ou de destination. Il est à noter que des données similaires sont publiées par le Bureau de statistique des Communautés européennes (pour les pays africains associés à la CEE) ainsi que dans le document "Commodity Trade Statistics, Series D", établi par le Bureau de statistique des Nations Unies. Comme on évite de fournir dans la publication africaine des chiffres qui font double emploi avec ceux qui proviennent de ces deux sources, la série B ne porte que sur 16 pays. Cette publication présente un avantage au regard de l'analyse du commerce intra-africain parce qu'elle n'exclut pas, contrairement à la série D établie au Secrétariat de l'ONU, les échanges d'une valeur inférieure à 100 000 dollars des Etats-Unis, encore que son utilité à cet égard se trouve restreinte par le fait qu'elle n'englobe pas tous les pays de la région.

92. Si le nombre des pays africains associés à la CEE venait à augmenter tandis que la série B des Statistiques africaines du commerce extérieur continuerait à paraître selon les dispositions actuellement appliquées en la matière, la portée de cet ouvrage deviendrait encore plus limitée. Une solution susceptible d'être apportée au problème consisterait dans l'élaboration d'une publication englobant tous les pays africains, qui serait assurée en commun par le Secrétariat de l'ONU, la CEE et la CEA. Si une telle action pouvait s'accompagner d'un échange plus rapide d'informations entre ces trois organismes, la CEA se trouverait mieux à même de compléter les statistiques détaillées sur les produits par des renseignements de caractère plus analytique. L'un des besoins essentiels à satisfaire dans ce domaine concerne apparemment la fourniture de données plus détaillées sur les échanges par pays, spécifiant les principaux produits ou groupes de produits africains d'exportation et d'importation.

93. Les Indicateurs économiques africains ont paru pour la première fois en 1970, comme publication occasionnelle. Il a été décidé en 1972 que cet ouvrage serait publié régulièrement tous les ans. Ce document présente certains traits saillants de la situation économique et sociale en Afrique, qui sont résumés sous forme de graphiques et de cartes accompagnés d'un texte explicatif.

94. La première édition de l'Annuaire statistique pour l'Afrique a été établie en 1970, au moyen de renseignements ventilés par sujets. Cette publication n'a pas paru en 1971 à cause des difficultés d'impression auxquelles se heurtait le secrétariat. A la septième session de la Conférence, on s'était accordé à estimer que l'Annuaire statistique devrait être révisé de manière à présenter des données pour les différents pays, disposition qui a été appliquée à l'édition de 1972, établie en quatre volumes correspondant aux sous-régions. A cette fin, il a fallu discontinuer le traitement mécanographique de la matière de cet ouvrage, mais le lourd travail d'opérations manuelles et de dactylographie qui s'est ensuivi a été mené à bien par les statisticiens adjoints et les secrétaires de la Division de la statistique. L'Annuaire de 1972 a paru un peu plus tôt que la publication correspondante du Secrétariat de l'ONU, la teneur du document africain ayant été notablement améliorée grâce aux visites par pays déjà signalées dans le présent rapport.

95. La quatrième édition annuelle des Données économiques résumées pour chacun des 45 pays africains considérés a été élaborée en 1972. Ces différents résumés constituent un rapport à jour sur la structure et l'évolution économiques des pays concernés ainsi qu'une étude économique abrégée. Ces documents qui paraissent avant d'autres publications de la CEA, jouissent d'une certaine faveur en tant que source de renseignements récents. D'autre part, les Données économiques résumées ont pour objet d'encourager les pays à entreprendre des études économiques ou à améliorer celles qu'ils ont déjà entreprises.

96. Il avait été suggéré que l'Annuaire statistique et les Données économiques résumées soient fusionnés de manière à former une seule et même publication. On n'a pas encore tenté de donner suite à cette proposition car le document qui en résulterait serait probablement trop volumineux et, raison plus importante, la publication de cet ouvrage serait retardée par le fait qu'il faudrait attendre la traduction des résumés.

97. La version révisée de la Bibliographie des publications statistiques africaines et celle du Répertoire des statisticiens africains ont été achevées en 1973 afin d'être présentées à la Conférence.

#### Traitement des données

98. Le secrétariat a continué d'utiliser une machine IBM 360/20 (8k), sans disques ni bandes. Il avait été initialement prévu que le matériel installé serait remplacé par un système 3 IBM en 1973, mais cette mesure n'a pas encore été approuvée.

99. Des travaux statistiques ont été effectués par ordinateur dans les domaines du commerce extérieur, de la comptabilité nationale, de l'industrie manufacturière, des transports, de l'agriculture et des finances publiques ainsi qu'à titre de services rendus à d'autres divisions de la CEA. Environ 25 p. 100 du temps machine ont été absorbés par l'élaboration des bordereaux de salaires et des comptes ainsi que par d'autres opérations administratives.

100. On espérait qu'il serait possible en 1973 de développer la banque rudimentaire de données déjà établies et de reprendre la préparation mécanographique de l'Annuaire statistique. Ces espoirs n'ont pu se réaliser à cause de l'incertitude qui régnait quant au remplacement du matériel et du problème posé par l'inscription de fortes quantités de données sur cartes perforées. Il a donc fallu continuer à effectuer un grand nombre de travaux manuels.

101. Un autre obstacle à l'emploi de l'ordinateur dans la préparation des publications tient au fait qu'il est difficile de reproduire les tableaux élaborés à l'aide de cette machine. Bien qu'il soit de bonne qualité, le matériel photographique du secrétariat pour impression en offset est lent et coûteux à utiliser. Les deux séries précitées de statistiques du commerce extérieur, dont la publication a toujours été assurée par ce moyen, ont fréquemment souffert de retards d'impression.

102. Toutefois, les principaux besoins à satisfaire dans ce domaine concernent toujours l'apport d'une machine un peu plus grande et nettement plus souple ainsi que la fourniture de bandes magnétiques pour faciliter la mise en mémoire des données et les échanges d'informations avec d'autres organismes.

#### Disponibilité des statistiques africaines

103. Il apparaît assez clairement qu'au cours des deux dernières années des progrès ont été effectivement accomplis dans toute la région en ce qui concerne l'établissement de séries statistiques et, ce qui importe davantage, la publication plus rapide des séries élaborées. Les banques centrales jouent un rôle très utile dans le processus de la diffusion des statistiques économiques et elles sont fréquemment responsables des statistiques financières, y compris celles qui se rapportent à la balance des paiements. Mais il faut ajouter à ce propos que certains pays, qui s'étaient antérieurement bien comportés à cet égard, ont apparemment laissé défaillir leurs services statistiques, si bien que l'élaboration de leurs statistiques courantes se trouve retardée au point où l'on ne peut guère espérer qu'elles seront bientôt mises à jour. La Conférence doit nécessairement adopter une résolution énergique pour déplorer cette défaillance et pour exhorter les pays à faire en sorte que les barèmes de traitement et les conditions de travail applicables aux statisticiens professionnels soient suffisamment intéressants pour les retenir au service des organes de statistique et pour aider à empêcher l'absorption de nombreux fonctionnaires de cette catégorie par d'autres ministères et organisations (dans le pays concerné).

104. Les visites effectuées dans les pays membres par les fonctionnaires de la Division de la statistique de la CEA ont permis de constater qu'il existait souvent pour certains secteurs essentiels, des statistiques beaucoup plus à jour que celles que l'on connaissait déjà. Mais ces missions ont également révélé que nombre de pays ne disposaient pas des moyens voulus pour assurer rapidement la publication des données rassemblées. Il faut prendre des dispositions pour améliorer les systèmes de publication existants, au besoin soit en insistant pour que l'imprimerie de l'Etat rende de meilleurs services en matière de publications statistiques, soit en achetant plus de matériel à l'usage du bureau de statistique lui-même et en assurant à ce dernier un effectif suffisant de personnel et notamment de dactylographes pour permettre une utilisation expéditive du matériel disponible. Le résultat à rechercher en l'espèce doit être la publication des données statistiques dans les moindres délais.

105. Dans les premiers mois de 1973, un problème particulier s'est posé au sujet des statistiques réunies par la FAO sur la production des différents pays africains. Il ressort de quelques exemples prélevés dans ce contexte que divers pays tendent à relever les effets d'une campagne agricole donnée sur l'économie nationale dans une année qui diffère de celle qui est indiquée par la FAO. Deux exemples peuvent être cités à

l'appui de cette observation. Au Sénégal, la récolte d'arachides satisfaisante obtenue en 1971/72 s'est traduite par une heureuse reprise de l'activité dans l'industrie du traitement de ce produit et par une augmentation des exportations en 1972. Or, selon les chiffres correspondants de la FAO, cette augmentation de la production d'arachides a été enregistrée en 1971 tandis que 1972 aurait été une année désastreuse, faute de pluie pendant le second semestre. De même, dans le cas de la Tunisie qui a réalisé au cours de la campagne terminée en 1972 une récolte exceptionnelle d'olives qui a profité à l'économie nationale, aux industries locales et aux exportations, l'état de production de la FAO indique que cette récolte exceptionnelle est survenue en 1971.

106. Par suite de ces divergences, on a engagé des discussions avec la FAO en vue d'assurer que l'interprétation des bonnes ou mauvaises campagnes s'effectuera désormais d'une manière plus précise et que les organismes compétents pourront exprimer à ce sujet un avis correspondant à celui des pays concernés. Ces impératifs se sont imposés encore davantage en 1973, année où la zone du Sahel et la région au sud de celle-ci ont souffert de la sécheresse et ont enregistré de mauvaises récoltes à cause de l'insuffisance des pluies. L'effet du manque de pluie en 1972 s'est fait sentir en 1973 avec une acuité particulière dans les pays du Sahel. Dans le Sud, où il pleut en fin d'année, l'insuffisance des pluies au cours de la campagne 1972/73 s'est répercutée sur le rendement des cultures en 1973.

107. Dans nombre de pays africains, les données concernant l'élevage, la sylviculture et la pêche sont particulièrement mauvaises, même là où existent de bonnes statistiques sur les récoltes marchandes. Cela tient peut-être à la structure de la FAO elle-même, au sein de laquelle différentes sections de statistique s'occupent de ces branches d'activité; cette organisation du travail rend d'autant plus difficile l'interprétation précise de l'évolution d'une économie donnée, face à un manque notable d'informations sur les secteurs de l'économie considérée qui pourraient se révéler importants. La seule façon pratique de combler les lacunes des connaissances en la matière consiste à améliorer continûment les services statistiques chargés des branches d'activité agricole : cultures, élevage, pêche et sylviculture.

#### FUTUR PROGRAMME DE TRAVAIL

108. Le programme de travail statistique du secrétariat, qui est reproduit dans le document intitulé "Questions découlant de la onzième session de la Commission économique pour l'Afrique (E/CN.14/CAS.8/5)", se fonde sur les recommandations antérieures de la Conférence des statisticiens africains. Ce programme a été approuvé par la Commission en février 1973. Comme on le verra, le programme de travail statistique porte sur la période de six ans allant de 1974 à 1979; il est suggéré que la Conférence accorde une attention particulière aux projets à entreprendre dans les deux années précédant l'ouverture, en 1975, de sa prochaine session.

109. Certaines observations formulées dans le présent rapport conduisent à l'examen des questions particulières ci-après :

Paragraphes

- 62 L'opportunité d'arrêter un nouveau programme pour l'élaboration du Manuel relatif aux enquêtes économiques sur les ménages;
- 64 Les nouvelles dispositions à prendre pour les études sur le rassemblement des données concernant les caractéristiques économiques des recensements africains et sur le dénombrement des populations nomades;
- 76 L'ajournement à 1974 de la réunion du Groupe de travail sur les statistiques démographiques et sociales;
- 74 L'ajournement à 1975 de la réunion du Groupe de travail sur les statistiques des transports.

110. Il serait souhaitable que la Conférence examine la question, plus générale, de savoir comment les projets de réunions techniques devraient être exécutés à l'avenir, compte tenu des difficultés financières qui pourraient persister. Il serait évidemment possible de réaliser certains projets sous forme d'études méthodologiques du secrétariat, mais cet arrangement présente le désavantage de ne pas tenir dûment compte des vues des services africains de statistique.

111. Un autre moyen de réaliser les projets de réunion consisterait pour les pays de la région à participer plus directement à l'exécution de ces projets. Au début de 1972, on a fait enquête sur la possibilité pour les gouvernements de prendre en charge les dépenses de leurs propres participants aux réunions techniques, mais les réponses reçues à ce sujet n'étaient pas assez encourageantes pour permettre de retenir cette proposition. Cependant, il serait peut-être possible, dans le cas de quelques projets choisis, qu'un nombre limité de pays se concertent pour former un groupe d'experts chargés de collaborer aussi étroitement que possible avec le secrétariat à des travaux préliminaires de recherche et à l'élaboration de documents, après quoi le groupe d'experts tiendrait, aux frais des gouvernements concernés, une réunion pour formuler ses recommandations finales. Ainsi les pays africains pourraient commencer à travailler en matière de méthodologie statistique de la même façon que les Etats membres de la Commission économique pour l'Europe.

112. Les observations qui précèdent n'appellent pas nécessairement une modification du programme de travail statistique. Elles ont pour objet de solliciter l'avis de la Conférence touchant les meilleurs moyens de mettre en oeuvre les éléments du programme qui sont en cause.

113. Comme il est indiqué aux paragraphes 28 et 76 ci-dessus, on envisage la perspective d'établir un programme intégré afin de faciliter, par voie d'enquêtes sur les ménages, l'amélioration du rassemblement de données dans les différents pays. Cette question n'est pas examinée dans le présent rapport, mais on espère que les propositions pertinentes seront formulées à temps pour être présentées à la session que la Conférence tiendra en novembre.

## ANNEXE I

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL  
JANVIER 1971 - JUIN 1973Détail des projets

Le tableau suivant énumère les projets figurant au programme de travail statistique pour la période sur laquelle porte le présent rapport et indique, au moyen de brèves notes, l'état des travaux correspondants. Ce tableau fait état des modifications de dates et autres apportées aux projets conformément aux recommandations formulées à la septième session de la Conférence des statisticiens africains, qui a eu lieu en octobre 1971. Les chiffres concernant les mois de travail indiquent le temps consacré aux différents projets par le personnel de la catégorie des administrateurs.

<u>Mois de travail</u>			
		1973	
	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>jan.-juin</u>
<u>12.18.10. Développement des services nationaux et multinationaux de statistique et d'information économique</u>			
a) <u>Assistance aux pays et territoires</u>			
Services consultatifs en matière de statistique			
Comptabilité nationale	8,5	10,0	2,5
Etudes économiques	2,0	-	-
Commerce extérieur et traitement des données	1,0	1,0	-
Recensement de population : Statistiques démographiques	19,0	24,0	-
Traitement des données	-	6,5	-
Cartographie	-	2,5	-
Sondage	-	0,5	-
Total	30,5	44,5	2,5
Assistance aux projets de formation statistique à long terme (les autres projets de formation sont indiqués séparément ci-après)	5,5	3,5	3,0
b) <u>Etudes méthodologiques et manuels</u>			
Comptabilité nationale			
Manuel de la comptabilité nationale pour l'Afrique (1974)			
Elaboration d'un plan de manuel et d'une documentation de base	-	-	1,5

Mois de travail		
<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>
		<u>jan.--juin</u>

## Statistiques économiques générales

Manuel relatif aux enquêtes économiques sur les ménages (1973). Certains des sujets pertinents ont été examinés à la réunion sur les statistiques du secteur des ménages, en 1972, mais aucun travail n'a été entrepris sur le manuel

- - -

## Statistiques démographiques et sociales

Manuel des enquêtes démographiques par sondage (1970). Projet de manuel rédigé en 1971 sous les auspices conjoints de la CEA et de l'UNESCO. Texte définitif à terminer en 1973

2,0 - -

Manuel sur la formation du personnel des recensements de la population et de l'habitation (1971). Ouvrage terminé

1,0 - -

Etude sur le rassemblement des données concernant les caractéristiques économiques des recensements africains (1972-1973). Etude sur le dénombrement des populations nomades (1973-1974). Cette étude n'a pas été commencée : cause du retard apporté au recrutement de statisticiens démographes

- - -

Etude sur les méthodes et les problèmes des recensements et enquêtes démographiques en Afrique [1964-1974 (1975)]. Examen préliminaire de la possibilité d'obtenir les données nécessaires

1,0 - -

Total

4,0 - 1,5

d) Conférences, réunions, séminaires et groupes de travail

Septième et huitième sessions (1971 et 1973) de la Conférence des statisticiens africains

12,0 - 4,0

## Comptabilité nationale

Groupe de travail sur les comptes de production, les balances de biens et services et l'analyse des entrées-sorties (1971). Travaux achevés

6,0 - -

	<u>Mois de travail</u>		
	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u> <u>jan.-juin</u>
Comptabilité nationale (suite)			
Stage de formation sur le Système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies, Rabat (1971). Terminé	4,0	-	-
Cours de formation sur la comptabilité nationale pour les cadres moyens, Yaoundé (1972). Terminé	-	2,0	-
Groupe de travail sur les statistiques du secteur des ménages (1972). Travaux achevés	-	6,5	-
Séminaire sur les opérations avec l'extérieur (1972). Réunions annulées faute de fonds. Rapport établi par le secrétariat en 1973	-	1,0	2,0
Statistiques économiques générales			
Séminaire sur les statistiques du commerce extérieur (1971). Terminé	6,5	-	-
Séminaire sur la préparation du Programme mondial de statistiques industrielles de 1973 (1973). A tenir en novembre 1973	-	6,0	2,0
Séminaire sur l'utilisation du matériel de traitement électronique des données en statistique (1973). Manque de fonds pour cette réunion. Rapport établi par le secrétariat	-	-	2,0
Groupe de travail sur l'amélioration des statistiques du commerce et de la distribution (1973). Fonds non disponibles. Enquête et rapport du secrétariat sur les statistiques de la distribution	-	-	4,0
Groupe de travail sur les statistiques des transports (1974). Travaux préliminaires de documentation	-	-	2,0
Statistiques démographiques et sociales			
Cours de formation sur les enquêtes démographiques, Rabat (1972)			
Projet supplémentaire établi en coopération avec le Bureau de recensement des Etats-Unis	-	1,5	-



	Mois de travail		
	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u> <u>jan.-juin</u>
Statistiques démographiques et sociales (suite)			
Réunion de travail sur le traitement des données de recensement avant la mise en tableaux, Addis-Abéba (1972)			
Projet supplémentaire établi en coopération avec le Bureau de recensement des Etats-Unis	-	1,5	-
Groupe de travail sur les statistiques démographiques et sociales (1973)			
Réunion ajournée faute de ressources en personnel à la CEA et au Siège de l'ONU	-	-	-
Total	<u>28,5</u>	<u>18,5</u>	<u>16,0</u>

12.18.20 Création d'un service régional de  
statistiques et d'information économique

b) Etudes statistiques

Comptabilité nationale

Etablissement et analyse des agrégats économiques pour tous les pays de la région, en recourant, le cas échéant, à des estimations effectuées par le secrétariat (tous les ans). Données élaborées pour 1970 et 1971	9,5	12,0	6,0
Parité du pouvoir d'achat des monnaies africaines (1969-1976)			
Cette étude progresse comme prévu. Rapport préliminaire paru en 1973	5,0	7,0	4,0
Caractéristiques de la consommation privée (1969-1973 et 1974-1976)			
Les parties de l'étude se rapportant à l'Afrique du nord et de l'ouest sont terminées	12,0	9,0	2,0

b) Etudes statistiques (suite)

	Mois de travail		
	1971	1972	1973 jan.-juin
Comptabilité nationale (suite)			
Structure et importance des activités non-monétaires (1969-1973)			
Rapport préliminaire paru en 1971.			
Le rapport final sera probablement achevé pendant le second semestre de 1973	2,0	3,0	2,0
Structure du secteur public (1969-1971 et 1976-1978)			
La première phase de cette étude est terminée	7,0	-	-
Structure et évolution de la formation de capital entre 1960 et 1970 (1970-1972). Etude terminée	-	6,0	3,0
Statistiques économiques générales			
Traitement et analyse, principalement pour d'autres divisions de la CEA (tous les ans)			
Travaux entrepris sur demande	12,0	18,0	7,0
Evolution des termes de l'échange (1973)			
Travaux terminés en 1972	-	5,0	-
Statistiques démographiques et sociales			
Evaluation de la précision des taux démographiques estimés pour les pays africains (1972)			
Erreurs de sondage dans les données des recensements et des enquêtes sur la population africaine (1973)			
Travaux différés du fait que le secrétariat n'a pas recruté de statisticiens démographes	-	-	-
Total	47,5	60,0	24,0

c) Rassemblement et diffusion de renseignements

## Publications trimestrielles

Informations statistiques;  
demeurent inchangées

1,5      1,5      -

Bulletin d'information statistique  
et économique pour l'Afrique

Premier numéro paru en 1972. Publication  
remplaçant le Bulletin trimestriel de  
statistiques pour l'Afrique

4,0      6,5      4,0

c) Rassemblement et diffusion de renseignements (suite)

Mois de travail		
<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>
		<u>jan.-juin</u>

Publications trimestrielles (suite)

Statistiques africaines du commerce extérieur, série A, Echanges par pays, demeure inchangée

6,0	6,0	3,5
-----	-----	-----

Publications semestrielles

Statistiques africaines du commerce extérieur, série B, Echanges par produits, demeure inchangée

9,0	9,0	2,5
-----	-----	-----

Publications annuelles

Indicateurs économiques africains publiés en 1972. A l'avenir, ce document paraîtra tous les ans

2,0	3,0	3,0
-----	-----	-----

Annuaire statistique pour l'Afrique  
Travaux effectués en 1971 pour l'édition de 1970. L'édition de 1972 présentera des données par pays plutôt que par sujets

27,5	22,5	4,0
------	------	-----

Données économiques résumées (pour les différents pays africains)  
Des résumés révisés ont paru en 1971 et en 1972

15,0	13,0	1,0
------	------	-----

Publications biennales et autres

Bibliographie des publications statistiques africaines  
Révisée en 1971 et en 1973  
Répertoire des statisticiens africains révisé en 1971 et en 1973

-	-	-
---	---	---

Rassemblement d'informations au moyen de visites dans les pays

-	6,0	4,0
---	-----	-----

Total

65,0	67,5	22,0
------	------	------

Autres activités

Etude annuelle des conditions économiques en Afrique

Assistance pour la préparation de l'édition de 1971

12,0	8,0	-
------	-----	---

Participation aux foires et aux colloques tenus dans ce contexte au Ghana (1971), au Zaïre (1971), au Kenya (1972) et en Algérie (1972)

7,0	2,5	-
-----	-----	---

Autres activités (suite)

	<u>Mois de travail</u>		
	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u> <u>jan.-juin</u>
Enquêtes spéciales intéressant la Section d'information économique	4,0	2,0	--
Administration générale	<u>5,5</u>	<u>5,5</u>	<u>3,0</u>
Total	<u>28,5</u>	<u>18,0</u>	<u>3,0</u>
Total pour l'ensemble des projets	<u>209,5</u>	<u>212,0</u>	<u>72,0</u>

Note : Un mois de travail (mois-homme) se compose  
de 18 jours ouvrables, compte tenu des congés  
des fins de semaine, des jours fériés, etc..

## Tableau I

[illegible]

Tableau 1 (suite)

\* Les cotes et abréviations utilisées au tableau ci-dessus désignent les comptes du SCN indiqués ci-après :

## I. Comptes consolidés de la nation :

- Compte 1 - Produit intérieur brut et ses emplois
- Compte 3 - Revenu national disponible et son affectation
- Compte 5 - Capital et financement
- Compte 6 - Ensemble des comptes : opérations avec l'extérieur

## II. Comptes de production et comptes de biens et services :

- Comptes II A - Biens et services marchands
- Comptes II B - Autres biens et services
- Comptes II C - Branches d'activité marchande
- Comptes II D - Branches non marchandes des administrations publiques
- Comptes II E - Branches non marchandes des institutions privées sans but lucratif
- Comptes II F - Services domestiques des ménages

## III. Comptes de revenu et de dépenses et comptes de capital et de financement

- Comptes III A - Sociétés et quasi-sociétés non financières
- Comptes III B - Institutions financières
- Comptes III C - Administrations publiques
- Comptes III D - Institutions privées sans but lucratif au service des ménages
- Comptes III E - Ménages et entreprises individuelles

1/ A l'exclusion de la dernière section du compte 5 : variation des créances - Capacité de financement et variation des engagements.

2/ A l'exclusion des opérations en capital figurant au compte 6.

3/ Pour les entreprises publiques seulement.

4/ A l'exclusion des comptes de capital et de financement.

5/ Pour sept branches distinctes d'activité marchande.

6/ Les comptes établis par la Haute-Volta représentent une approximation des comptes du SCN, obtenue à partir des estimations initialement effectuées conformément au système (Courcier) français.

7/ On indique dans ces comptes le montant brut de l'épargne, qui comprend la consommation de capital fixe.

8/ La rémunération des salariés et l'excédent d'exploitation sont considérés ensemble, sans faire l'objet d'une ventilation.

9/ Pour 1966-1966.

10/ Pour 1967-1970.

11/ On n'a pas effectué d'estimations de l'épargne ni d'inscriptions au titre des autres transferts courants reçus, nets, en provenance du reste du monde.

12/ Il existe des données sur les comptes consolidés de la nation pour les exercices 1966/67-1970/71.



## Tableau 2 (suite)

\* Index des tableaux développés du SCN énumérés ci-dessus :

Tableau 1	-	Produit Intérieur brut et revenu des facteurs par genre d'activité économique
Tableau 4	-	Consommation finale des administrations publiques selon la nature des coûts et la fonction
Tableau 6	-	Composition de la consommation finale des ménages :
	a)	Par catégorie de dépenses
Tableau 7	-	Consommation finale Intérieure, par fonction
	-	Composition de la formation brute de capital :
	a)	Par type de biens d'équipement
	b)	Par genre d'activité économique
Tableau 8	-	Emplois du produit intérieur brut : valeur à prix constants et indices des prix correspondants
Tableau 9	-	Produit Intérieur brut à prix constants, par genre d'activité économique
Tableau 15b	-	Consommation finale Intérieure par fonction
Tableau 16	-	Composition de la formation brute de capital à prix constants :
	a)	Par type de biens d'équipement
	b)	Par genre d'activité économique
Tableau 17	-	Revenu des facteurs issu de la production Intérieure par genre d'activité économique et par secteur Institutionnel d'origine
Tableau 18	-	Revenu national et revenu disponible :
	a)	Revenu national aux prix du marché
	b)	Répartition du revenu national et du revenu disponible
Tableau 21	-	Opérations courantes (revenu et dépenses) et en capital des sous-secteurs des administrations publiques
Tableau 22	-	Dépenses choisies des administrations publiques, consolidées, par fonction
Tableau 25	-	Opérations financières consolidées du système monétaire
Tableau 26	-	Opérations avec l'extérieur
Tableau 27	-	Production de biens et services
Tableau 28	-	Ressources et emplois de biens et services

- 1/ La colonne du tableau affectée aux Impôts Indirects moins subventions d'exploitation ne présente pas de données séparées par genre d'activité économique. D'autre part, la valeur ajoutée, etc., par les branches non marchandes des administrations publiques et par les branches non marchandes des institutions privées sans but lucratif au service des ménages n'est pas indiquée séparément.
- 2/ A l'exclusion des postes 33 à 51 du tableau 21, soit des sections relatives à la variation des créances et à la variation des engagements.
- 3/ A l'exclusion des postes 45 à 79 du tableau 26, soit des sections relatives à la variation des créances sur l'extérieur et à la variation des engagements envers l'extérieur.
- 4/ Le produit Intérieur brut ne fait pas l'objet d'une ventilation selon certaines composantes (Impôts Indirects moins subventions d'exploitation, excédent d'exploitation et rémunération des salariés) par genre d'activité économique.
- 5/ Pour 1968.
- 6/ Pour 1968-1970.
- 7/ Pour 1966 seulement.
- 8/ Les tableaux du SCN ont été dressés à partir des estimations du PIB effectuées conformément au système (Courcier) français.
- 9/ Pour 1970 et 1971 seulement.
- 10/ La production Imputée de services bancaires n'est pas indiquée séparément.
- 11/ Aucune estimation du PIB par genre d'activité économique n'a été fournie pour les branches non marchandes des administrations publiques et pour les branches non marchandes des institutions privées sans but non lucratif.
- 12/ Pour 1966-1971.
- 13/ Pour 1968-1971.
- 14/ Pour 1970.
- 15/ Année pour laquelle les derniers tableaux ont été élaborés : Ghana (1968), Kenya (1967), Zambie (1969).
- 16/ Pour 1966-1969